



Grandes rencontres et petites ententes

Il est de plus en plus clair que les grands problèmes internationaux ont tendance à être résolus par dessus nos têtes européennes. Nous avons bien mérité ce châtiement qui vient punir nos divisions. A la veille, espérons-le, de la rencontre au sommet, voyons où nous en sommes.

La visite de M. K. aux Etats-Unis a suscité, temporairement, une indéniable détente. On peut douter de ses résultats positifs dans l'avenir. Il n'est jamais conseillable de donner des leçons à ses adversaires, ni de les éblouir. Et M. K., sans nul doute, a dû être fortement impressionné par le bien-être et la prospérité économique des « esclaves » du capitalisme: ne doutons pas qu'il se soit empressé à son retour de stimuler encore les énergies productives d'un peuple qui n'en manque déjà pas.

Au cours de sa visite, M. K. qui était porteur de nombreuses propositions alléchantes, aura en outre fait naître bien des rêves dans nombre de milieux américains: le développement des relations commerciales entre les deux blocs ouvre aux initiatives américaines un champ illimité de projets séduisants. Le gouvernement américain, qui n'ignore pas le danger qui le menacerait du jour où l'URSS pourrait à volonté provoquer des crises sur un marché dont elle serait cliente, a montré une louable prudence. Mais sera-t-il suivi par les magnats de l'industrie?

Quant aux Américains moyens leur esprit combatif a dû subir un rude coup: comment ne pas oublier les tragiques dessous du rideau de fer, en face de ce bonhomme replet et jovial, entouré d'une épouse ménagère et de florissants rejetons?

Pour nous autres, Européens, ces échanges attendrissants de sourires débonnaires n'ont rien de bien rassurant. Et c'est tant mieux si la peur nous pousse à multiplier nos ententes. Le chancelier Adenauer, dont la fermeté est pourtant bien connue, vient d'admettre à Londres que la question de Berlin et du désarmement allemand soit discutée à la conférence au sommet, chose à laquelle il était jusqu'ici décidément opposé. En échange il obtient que l'Angleterre n'insiste pas sur les plans de « désengagement » en Europe centrale qui prévoyaient l'expérience d'une zone d'armements limités de chaque côté du rideau de fer. Mince satisfaction, si l'on pense que l'Angleterre ne peut décider que pour elle-même.

Mais tout accord, si mince soit-il, est une victoire. Dès le temps de Salomon, on vit bien qu'un arbitrage a ses dangers. Surtout quand les parties ne sont pas là pour renoncer aux partages de fous.

MOUVEMENT EUROPEEN

PRESIDENCE D'HONNEUR

Dr. Konrad ADENAUER, M. Léon BLUM (1948-1950), Sir Winston CHURCHILL, Comte R. COUDENHOVE-KALERGI, MM. Alcide de GASPERI (1948-1954), Robert SCHUMANN, Paul-Henri SPAAK.

Président: Robert Schuman.

Vice-Président: Robert BICHET, Sir Robert BOOTHBY, Hermann PUENDER.

Délégué général à la Propagande: André PHILIP.

Délégué général aux Relations Extérieures: Docteur J.-S. RETINGER

Trésorier: Baron BOEL.

Secrétaire général: Robert van SCHENDEL.

CONSEIL INTERNATIONAL

Président: Robert Schuman

Membres: Délégués des Mouvements affiliés, des Conseils Nationaux, des Comités nationaux en exil et des Organisations associées.

BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL

Président: ROBERT SCHUMAN, Hermann ABS, Edward BEDDINGTON-BEHRENS, P. R. BENTZ van den BERG, Robert BICHET, Baron BOEL, Georges BOHY, Arthur CALTEUX, CRAVATTE, René COURTIN, Jean DRAPIER, Mulhis ETE, Fritz ERLER, Palmiro FORESI, André FRANCOIS-PONCET, Hans FURLER, Enrique GIRONELLA, Frode JAKOBSEN, LASKARIS, Lord LAYTON, René LHUILLIER, Eduard LUDWIG, Salvador de Madariaga, Roger MOTZ, Franco NOBILI, H. R. NORD, Randoifo PACCIARDI, André PHILIP, Georges REBATTET, Dr. J. H. RETINGER, Dieter ROSER, Etienne de la VALLEE-POUSSIN, Ernst von SCHENCK, Carl WISTRAND, Terje WOLD, Robert van SCHENDE.

CONSEIL PARLEMENTAIRE DU MOUVEMENT EUROPEEN

Président Georges BOHL

COMITE D'ACTION

Président André FRANCOIS-PONCET

COMMISSIONS

Commission Economique et Soeciale Herman ABS
 Commission pour la Jeunesse Robert SCHUMAN
 Commission Culturelle Salvador de MADARIAGA

MOUVEMENTS AFFILIES

Ligue Européenne de Coopération Economique Baron BOEL
 Mouvement Libéral pour l'Europe Unie Roger MOTZ
 Mouvement Socialiste pour les États-Unis d'Europe André PHILIP
 Nouvelles Équipes Internationales Auguste De SCHRIJVER
 Union Européenne des Fédéralistes Enzo Giacchero
 Centre d'Action Européenne Fédéraliste Henri BRUGMANS

ORGANISATIONS ASSOCIEES

Association Européenne des Enseignants

INSTITUTIONS AUTONOMES

Centre Européen de la Culture (Genève) Denis de ROUGEMONT
 Directeur
 Collège d'Europe (Bruges) H. BRUGMANS, Recteur
 Commission de l'Europe Centrale et Orientale Etienne de la VALLEE-POUSSIN, Président

ORGANISATION ADHERENTE

Conseil des Communes d'Europe Jean BARETH

ORGANISATIONS ASSOCIEES

(voir la brochure « Construction Européenne »)

SECRETARIAT GENERAL INTERNATIONAL

BRUXELLES: 44 rue Belliard, Tel. 13.45.75

SECRETARIAT INTERNATIONAL POUR LA JEUNESSE

Délégué Général André PHILIP
 Délégué Général des Organisations de Jeunesse affiliées Franco NOBILI
 Secrétaire Général Philippe DESHORMES
 Siège: 44 rue Belliard - Bruxelles, 4 - Tel. 13.45.75

LES CONSEILS NATIONAUX: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Grande Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Turquie.

GEORGES KALLAY

LES ENTRAVES A L'UNIFICATION EUROPEENNE

Quand on examine les facteurs qui causent le retard de l'unification européenne, on s'aperçoit, avant tout, qu'ils sont répartis par groupes, correspondant à leur origine: historique, politique, économique, démographique et culturelle.

Les facteurs historiques ne dépendent pas des autres, mais les autres sont à peu près inséparables. La vie politique dépend en effet en grande partie de la situation économique, les problèmes démographiques, de leur côté, dépendent de la politique. Quand on étudie de près ces problèmes, on voit que tous ces facteurs qui retardaient l'intégration européenne — et le facteur historique ne fait pas exception à ce point de vue — étaient tous artificiels. Je n'irai pas jusqu'à dire qu'ils étaient provoqués volontairement pour retarder l'unification; mais je veux dire simplement qu'ils n'étaient pas naturels, qu'ils étaient fabriqués de toute pièce par les hommes.

Pour le prouver il suffit d'examiner un à un quelques uns de ces facteurs.

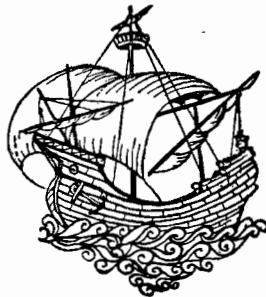
La chute de l'Empire Romain et l'avènement du christianisme

Commençons par le premier groupe, l'historique. Il nous faut remonter un peu loin, pour trouver le premier facteur du retard à l'intégration: la chute de l'Empire Romain. Les légions romaines qui contribuaient à l'intégration politique et économique des territoires qu'elles occupaient, se retirèrent de ces mêmes territoires à la chute de l'Empire.

Sans doute laissaient-elles, derrière elles, la volonté unificatrice, mais celle-ci, avec le temps, trop faible pour se développer seule, s'évanouit. Le souvenir du grand Empire Romain était encore vivant, les peuples se rappelaient encore les exploits des légions romaines, quand surgit un nouveau facteur historique qui entravait l'unification. Ce fait, c'était la mort d'un homme, la mort de Charlemagne, qui provoqua la division de son Empire. De ce partage naquirent la France et l'Allemagne, aujourd'hui les deux plus grandes nations européennes. Ce fractionnement entraîna la disparition de la force magnétique de l'empire unitaire qui aurait pu attirer à lui d'autres territoires plus petits dans un processus ininterrompu d'intégration. La mort de Charlemagne n'entraîna donc pas seulement la division de son Empire: elle empêcha que d'autres petits Etats — et plutôt que d'Etats, il faudrait parler de groupes ethniques — s'unissent à ce grand Empire, en acceptant sa tutelle. A cette époque une bonne partie de l'Europe était déjà devenue chrétienne et la religion, même si elle ne représentait pas la puissance centralisée d'un

Empire politique, n'en parvenait pas moins à unir, à amalgamer spirituellement les divers Etats. Mais plus tard, avec le schisme, cette force unificatrice devait manquer à son tour et disparaître entièrement quand l'Eglise orthodoxe à son tour se divisa en deux groupes, le grec et le russe. L'Eglise russe, quand elle se déclara « nationale » aida au développement du sentiment nationaliste dans les âmes. Ce qui, loin d'accroître la volonté unitaire, favorisait la désintégration. Puis entrèrent en scène les réformateurs protestants: à leur tour, ils stimulèrent la naissance des églises nationales. Jean Huss renforça le nationalisme tchèque, Luther le nationalisme allemand, Calvin le nationalisme suisse. Les églises devinrent enfin toutes nationales, ou presque, en France, en Angleterre surtout, à l'exception de l'Eglise Romaine. En Hongrie, Calvin trouva beaucoup d'adeptes, mais ce fut surtout en raison des guerres. En effet, quand ils occupèrent la Hongrie les Turcs tuèrent presque tous les prêtres catholiques qui furent remplacés par de nombreux élèves de Calvin. Chose curieuse, en Hongrie, chaque secte protestante recruta ses adeptes dans un groupe ethnique bien défini: avant la première guerre mondiale, par exemple, la population de langue magyare qui n'était pas catholique, était calviniste, tandis que les minorités allemandes non catholiques pratiquaient la religion de Luther.

D'autres minorités allemandes qui émigrèrent sur les territoires habités par des populations de langue slovaque, leur



apportèrent la religion de Luther: beaucoup de slovaques abandonnèrent la religion catholique. En Hongrie, il n'y avait presque pas de minorités allemandes, si bien que la secte de Huss ne trouva pas d'adeptes.

Ces scissions amenèrent la disparition presque totale de la force unificatrice en Europe. Et ce, d'autant plus qu'au moment même où les dissidences se multipliaient dans le secteur religieux, les peuples européens tendaient de plus en plus fortement au nationalisme. Quand les luttes religieuses s'apaisèrent on vit naître de nouvelles tendances spirituelles qui devaient encore accroître le fractionnement anti-unitaire. Elles se nourrissaient des idées nationalistes qui devaient aboutir aux révolutions du XVIII^e et du XIX^e siècle. Et il faut avouer que ces révolutions étaient basées sur les idées nationalistes les plus extrémistes. N'oublions pas que pendant la grande Révolution, la France prit pour symbole une déesse. Le slogan de toutes ces révolutions c'était avant tout et toujours le nationalisme. Et elles laissèrent derrière elles une trace qui n'a pas encore été effacée. Les idées de la Révolution Française sont encore aujourd'hui vivantes et opérantes. Il est vrai que la révolution socialiste moderne se déclare internationale, mais en Russie «la grande guerre pour la défense de la Patrie» était le cliché adopté pour définir la seconde guerre mondiale.

Une initiative prématurée

Après la première guerre mondiale, Woodrow Wilson, alors Président des Etats-Unis, et sans aucun doute grand politique, fit sa fameuse Déclaration en 14 points. On y trouve, notamment, l'affirmation du droit des peuples à décider de leur destin. Mais nous trouvons aussi, au même moment, la constitution d'un Etat tchécoslovaque et yougoslave et, comme on l'appela alors,

le royaume serbo-croato-slovène. Ces deux Etats étaient la négation même du principe qui reconnaissait aux peuples le droit de décider de leur propre destin. En Tchécoslovaquie, les tchèques et les slovaques, divisés par les chaînes des Karpathes, ne pouvaient jamais réaliser la fusion. Et dans l'Etat slave du sud la situation était analogue; le problème fut même aggravé quand en 1929 on constitua l'actuelle Yougoslavie. Si ces peuples n'avaient pas été alors contraints de vivre dans un même Etat, avec le temps ils auraient peut-être pu constituer une fédération et vivre pacifiquement les uns auprès des autres. Au contraire dans un tel état de chose, chacun avança ses prétentions, se sentit blessé dans son orgueil national, et la situation devint des plus tendues en raison des nationalismes exaspérés. La bonne volonté de Wilson aboutissait à une nouvelle entrave à l'unification. Et, ailleurs, il en allait de même. Victimes du nationalisme le Haut Adige, la Silésie, la Sarre, l'Alsace-Lorraine. Tant que ces questions n'étaient pas résolues il était impossible de parler d'unification européenne. Telle était la situation en 1920. Aujourd'hui il en va bien autrement.

La découverte de l'Amérique et les rivalités qui s'ensuivirent

Mais voyons maintenant les facteurs économiques qui retardèrent l'unification. Quand ils faisaient la conquête d'un pays les Romains l'obligeaient à faire partie de leur système économique. Ainsi les provinces vaincues devenaient-elles partie intégrante de l'Empire également du point de vue économique. Naturellement, à la chute de l'Empire, l'intégration économique fut la première à disparaître. Elle disparut même avant que les légions romaines ne quittent les provinces occupées. Quand les légions re-

vinrent à Rome, les provinces étaient déjà des unités économiques indépendantes. En fin de compte, à la tête de la politique économique du Moyen Age, on trouve deux villes d'Italie: Venise et Florence. Un facteur de plus en faveur du nationalisme car, bien entendu, les deux villes-état pratiquaient une politique étroitement basées sur l'intérêt national.

Avec la découverte de l'Amérique commença une nouvelle ère historique et économique. L'Amérique avait été conquise par des expéditions protégées, sinon organisées directement, par les souverains européens. Ces expéditions n'avaient pas seulement pour but la découverte de nouvelles terres, elles se fixaient des buts plus étroitement matérialistes. L'un de ceux-ci était de dépouiller le nouveau continent de tout ce qu'il pouvait fournir. Et c'est ce qui advint, notamment quand on «découvrit» les cultures sud-américaines «Maya» et «Inca». Chaque explorateur se souciait d'abord de rapporter dans son pays le plus de butin possible, d'autant qu'une partie du trésor lui revenait. Mais la plus grosse partie devenait propriété des souverains européens, et on vit naître à ce propos entre ceux-ci des contestations qui ne pouvaient qu'envenimer les sentiments nationalistes, lesquels, à leur tour, loin de favoriser les échanges commerciaux, alors assez développés en Europe, ne faisaient que les entraver. C'est l'époque où les condottières n'hésitaient pas à dépouiller les commerçants voyageurs pour enrichir leur pays ou leur ville. C'est l'époque où le commerce allemand, alors florissant, fait tout son possible — et parfois y parvient — pour combattre le commerce florentin et vénitien: toujours par patriotisme. Et d'intégration européenne il n'était certes plus question. Jusque dans les temps modernes, nous voyons les questions économi-

ques traitées de telle manière que chaque Pays ne pense qu'à son propre intérêt personnel. Excellent exemple, à ce propos que celui du problème du charbon que l'industrie allemande dut affronter avant la première guerre mondiale. L'industrie sidérurgique employait le charbon de la Ruhr et de la Sarre mais il ne suffisait pas car les Français commençaient à développer leur industrie lourde et le charbon ne répondait pas aux besoins de tous ni par la qualité, ni par la quantité. L'hostilité entre la France et l'Allemagne ne fit alors que croître, hostilité soigneusement entretenue par certains qui avaient intérêt à entretenir des sentiments nationalistes exaspérés.

Après la première guerre mondiale les mines de la Silésie étaient en grande partie attribuées à la Pologne. Naissance d'une autre inimitié entre Allemands et Polonais.

Certes si l'Europe avait été alors aussi mure, politiquement, que Wilson le croyait, ces problèmes auraient pu être facilement résolus.

* * *

Au nombre des entraves politiques à l'unification j'ai déjà cité, comme facteur historique, l'erreur qui consista à ne pas savoir interpréter dans leur esprit les 14 points de Wilson. Mais quelques siècles auparavant, un autre facteur politique du même genre a été le fait que les Espagnols et les Portugais ne purent se mettre d'accord en ce qui regardait le butin sudaméricain. Ils demandèrent donc au Pape de distribuer entre eux les nouveaux territoires occupés. Autre facteur politique analogue, le comportement des puissances européennes qui s'associent d'abord contre les Turcs, puis contre Napoléon. Mais dès que le péril s'évanouit, les alliés temporaires recommencent à se battre entre eux.

Minorités opprimées

Nous n'avons pas encore parlé des facteurs ethniques

L'ORGANISATION MONDIALE DE LA PRESSE PÉRIODIQUE

Sous la présidence d'honneur de S. E. M. Jaime Torres-Bodet, directeur général honoraire de l'UNESCO et Ministre mexicain de l'Education, vient d'être officiellement constituée l'Organisation Mondiale de la Presse Périodique qui s'est donnée pour mission majeure d'unifier, sur le plan mondial, la presse périodique.

Un vaste programme de coordination des efforts faits, de par le monde, dans ce domaine, servira de base d'activité aux sections nationales qui dans tous les pays sont constituées ou en voie de constitution, sous la présidence des personnalités les plus représentatives de la Presse.

Le Comité international, chargé de la cohésion des travaux des Comités nationaux a été composé comme suit :

Président : M. Arthur Desguin, Président de l'Association des Journalistes périodiques Belges et Etrangers ;
Vice-Président : M. le Député Lionel Bertrand, secrétaire général de l'Association des Hebdomadaires canadiens ;

Secrétaire général : M. Georges Lorphèvre, Administrateur de la Fédération Internationale de la Documentation.

Le Palais Mondial, Parc Léopold, à Bruxelles a été choisi comme siège international de l'Organisation Mondiale de la Presse Périodique.

et culturels. Les souverains, surtout dans les temps modernes, avaient l'habitude de laisser entrer des groupes étrangers dans leur Pays. Dans bien des cas, ces minorités continuaient à mener leur vie traditionnelle, à parler leur langue et souvent finissaient par se rebeller contre leur nouvelle patrie, parfois à main armée, presque toujours dans le domaine spirituel, avec infiltrations culturelles. Il en résultait un légitime sentiment de la part de la nation qui les recevait, sentiment qui bien entendu finissait par se traduire par une vive hostilité non seulement contre eux, mais contre leur pays d'origine. A ce propos, ajoutons que ce serait une grosse erreur de l'interdire, surtout dans les zones de frontière, l'emploi de la langue des minorités, en particulier dans l'administration et la justice.

Mais c'est également une erreur que d'entretenir sciemment certains usages nationaux qui n'ont plus raison d'être. Nous pensons en particulier à la musique, aux chansons et à bien des coutumes populaires auxquelles, aujourd'hui encore, on tend à donner une importance exagérée. Certaines coutumes, qui n'existent plus guère que dans la forme, depuis longtemps vidées de leur contenu passionnel ou historique n'ont plus aucune valeur positive, et n'enrichissent personne: elles ne constituent qu'une multitude de petits foyers particularistes où les individus sont entretenus complaisamment dans la conviction qu'ils sont différents de leurs voisins et qu'ils ne partagent ni les mêmes soucis ni les mêmes joies. Il conviendrait de les éliminer au plus vite si l'on veut lutter contre tout ce qui retarde l'intégration.

A l'exemple de l'Ecole européenne de Luxembourg

L'histoire, et singulièrement notre histoire européenne, n'est point une substance brute, soumise à des lois physiques indiscutées. C'est une espèce de terreau vivant, duquel se nourrissent encore beaucoup d'idéologies, valables ou non, de notre siècle. Cette sensibilité de l'homme à son histoire accroît la responsabilité de l'historien dans la cité. Quelle interprétation doit-il donner, par exemple, des épisodes irritants, controversés, en quoi notre commun passé abonde?

(« L'Ecole européenne » sept. 1959)

Ce qui semblerait andu, pour ne pas dire impossible, a été brillamment résolu; à l'Ecole Européenne de Luxembourg, 670 élèves de diverses nationalités (allemands, belges, français, italiens, luxembourgeois, néerlandais, quelques anglais, américains, autrichiens, danois, suisses etc...) étudient ensemble. Une fois de plus un problème qui parassait hérissé de difficultés insurmontables a été résolu sous l'empire de la nécessité, quand les fonctionnaires de la Communauté Européenne Charbon-Acier, venus de divers Pays, réunis dans une même ville, durent envoyer leurs enfants à l'école.

* * *

Il fallait créer, pour quelques centaines d'enfants, une école susceptible d'accueillir des élèves parlant non point diverses langues, mais n'importe quelle langue. Il fallait, en même temps, que cette école permit à chaque enfant de garder le contact avec sa langue et sa culture nationale.

On ne s'est pas embarrassé de scrupules exagérés: les disciplines de base (langue maternelle, mathématiques, latin) sont enseignées pour chaque groupe d'enfants dans la langue officielle de leur Pays (français, italien, allemand, néerlandais). Le géographie, l'histoire et l'histoire de l'art rassemblent les élèves d'une même classe mais de nationalités différentes, pour des cours communs en allemand ou en fran-

çais, les langues dites complémentaires que tous doivent connaître.

* * *

L'enseignement de la géographie ou de l'histoire de l'art à des enfants de cultures différentes ne soulève aucune difficulté: pour qui élabore le programme, pour les auteurs des manuels, pour le professeur, disons même qu'il se présente sous un aspect particulièrement attrayant: les horizons sont élargis, l'intérêt se multiplie, la classe est plus vivante et plus vibrante chacun se trouvant amené à considérer les choses du point de vue de son voisin « étranger ». Et tant qu'il s'agit de fleuves et de montagnes, de peinture, de sculpture ou de poésie les connaissances et la sensibilité ne subissent aucun heurt et s'enrichissent à l'échange. Mais quand il s'agit d'histoire, le problème devient plus délicat.

Depuis des siècles, historiens chroniqueurs et professeurs d'histoire luttent avec le plus terrible des écueils: le problème de l'objectivité dans l'interprétation des faits historiques. En

elle seule l'histoire résume toutes les difficultés conjuguées de toutes les autres sciences: complexe, comme les sciences naturelles et biologiques, comme elles, elle a ses lois; mais soumise à leurs impératifs, elle leur échappe cependant de mille manières, conditionnée comme elles, elle a ses lois; mais nes d'un autre ordre, relevant d'autres sciences: sciences sociales, psychologie individuelle ou collective, conditions physiques, géographiques, raciales, religieuses, politiques et culturelles, sans oublier les répercussions que peuvent avoir sur le comportement « historique » d'un peuple, les sciences exactes et le progrès technique qui en résulte. Ajoutons qu'une erreur, une incertitude, ne blessent personne quand il s'agit de géographie ou histoire de l'art: mais dès qu'entrent en jeu victoires ou défaites, révolutions ou politiques, alors ce n'est plus seulement l'esprit qui participe à l'enseignement, mais le coeur avec ses mille raisons...

Voilà pourquoi les professeurs de l'Ecole Européenne ont entrepris ensemble, d'établir un manuel d'histoire. Ils ont réparti entre eux les chapitres à rédiger d'après le programme établi par le Conseil Supérieur. Chacun traite de préférence la période à laquelle il est le mieux préparé. L'idée directrice est la suivante: quels événements ont marqué la physiologie de l'Europe et quelles influences ont déterminé le mouvement historique d'intégration



UNE EXPERIENCE EUROPEENNE EN SARDAIGNE

LA REGION PILOTE

Les résultats que l'Agence Européenne de Productivité de l'OECE a obtenus en créant une zone-pilote dans un district économiquement peu développé de la Sardaigne ont incité le Gouvernement italien à demander la poursuite de ces travaux pendant une nouvelle période de trois ans. L'expérience acquise grâce à cet effort européen en faveur de régions peu développées pourra servir à orienter et à guider des entreprises analogues dans d'autres régions du bassin méditerranéen.

Le Gouvernement italien a fait savoir qu'il envisage d'entreprendre, sur le modèle du projet de l'A.E.P., des expériences parallèles en Italie méridionale et il a ouvert à cet effet un crédit d'un montant correspondant à environ 5 millions de dollars.

(Suite de la p. 6)

ou de désintégration au cours des siècles? Quelle a été la contribution des différents pays membre de la famille européenne au processus historique et quel a été leur apport au progrès de la civilisation? Les professeurs se soumettent périodiquement leur ébauches afin de parvenir par critique et retouches à la vue la plus objective possible. Les périodes d'histoires nationales qui ne peuvent être envisagées dans la perspective européenne, mais n'en gagent pas moins leur importance, font l'objet de chapitres en appendice.

* * *

Ainsi les histoires nationales ne sont plus envisagées, si l'on

La réalisation du projet sarde a commencé vers le milieu de 1957 à la suite de l'accord conclu entre l'A.E.P., le Centre italien de la Productivité et le Gouvernement régional de la Sardaigne. Ce projet a d'abord pour but de fournir une aide d'ordre technique à une population essentiellement rurale afin qu'elle soit en mesure de tirer tout le profit possible des rares ressources du pays et qu'elle puisse trouver le moyen de les accroître. De plus, des spécialistes ont été envoyés, au titre du projet, afin de créer des services consultatifs pour l'agriculture, l'artisanat et les petites industries, l'enseignement pour les adultes et les activités sociales. Ces services, dont l'activité s'exerce sur une région de quelque 70.000 hectares, représentant le dixième de la Sardaigne et com-

peut dire, de l'intérieur, mais de l'extérieur. On ne dit plus à l'élève: «voici ce que ton pays a fait de grand, de glorieux», mais: «voici ce que ton pays a fait pour les autres, et ce que les autres ont fait pour lui». En d'autres termes, la difficulté a été tournée: il ne s'agit plus de chercher l'interprétation exacte d'un événement historique; mais de déterminer la «place» exacte de cet événement au milieu des autres et ses conséquences; non point de porter un jugement moral; cet événement est glorieux, ou honteux, injustifiable ou justifié; mais de dire: voici quelles ont été ses conséquences.

Un point de vue qui pourrait être fécond dans bien d'autres domaines. - A. G.

prenant 39 petites villes et villages, ont un personnel composé de Sardes et d'Italiens du continent, aidés par des spécialistes de l'A.E.P. Le Gouvernement italien prend à sa charge les trois-quarts des dépenses, le reste étant financé sur des fonds de l'Agence.

Le projet cherche d'abord à montrer que «les investissements humains» ont autant d'importance que les investissements de capitaux. Il tend à prouver que lorsqu'on veut développer l'économie de toute une région, le plan général ne doit négliger aucun des aspects de la vie économique locale pour que des résultats rapides et tangibles soient obtenus. De plus, cette expérience a montré qu'il est essentiel d'obtenir la collaboration active de toute la population.

Un second projet de zone-pilote est actuellement réalisé dans la province grecque de l'Epire où des travailleurs et des techniques grecs reçoivent l'aide et les conseils d'experts européens et américains. Cent hectares de terres ont été mis en valeur et irrigués dans la plaine de Koknitsa au cours de la première année du projet et des pépinières ont été plantées dans la même région ainsi qu'à Lagoria.

La Turquie doit également participer au plan de zones-pilotes de l'A.E.P. Les experts de l'Agence aident aux travaux préparatoires pour la création d'une zone dans la région de Kojcegiz au sud-ouest de la Turquie. La réalisation du projet doit commencer bientôt.

A ROME, UNE EXPOSITION DE LA MODE ENFANTINE DU M.C.E.

NOS PETITS EUROPEENS

Sous le patronage de l'ENIT, Office National Italien des Industries Turistiques, a eu lieu à Rome une intéressante manifestation: «La Mode enfantine et le Marché Européen» pour laquelle a été constitué un Comité d'honneur qui comprend les noms du maire de Rome, M. Urbano Ciocchetti, des Ambassadeurs de France et d'Allemagne Occidentale, Leurs Excellences Gaston Palewski et Manfred Klaiber, de Lady Clarke, et autres personnalités des milieux politique et diplomatiques, tandis que le Comité Exécutif réunit d'autres personnalités bien connues dans la capitale italienne pour leur féconde activité dans les secteurs de la mode, du journalisme et de l'art: M. Corrado Zingone, Mmes Irene Gallini, Elena Baggio, Raffaella Cicchi, Elvira Gaber, Egle Monti, Maria Signorelli, Adriana Valan et Mr. Ferruccio Mazzucchi.

* * *

Charmante initiative que ce gracieux défilé qui place une des premières manifestations du MEC sous le signe de l'enfance: et quoi donc pourrait mieux nous unir que le commun, l'humain souci de nos petits?

Jusqu'ici, on a beaucoup parlé de leur hygiène, de leurs écoles, de leurs loisirs. Mais nul encore ne s'était soucie d'envisager le problème de leur habillement sous un jour nouveau. Non que le MEC se propose de les affubler d'un uniforme, loin de là. Il veut au contraire stimuler l'imagination des créateurs de tous les pays pour combattre des préjugés, des habitudes surannées ou des

engouements fâcheux. Comme le dit justement Mme Irene Gallini, «comment ne pas explorer les grossiers blue-jeans» qui ne manquent pas d'influencer de façon désastreuse sur le comportement de qui les endosse? Et comment ne pas relever l'absurdité que nos enfants, les futurs voyageurs de l'espace de demain, endossent, pour aller en classe, le mélancolique tablier d'il y a cinquante ans?»

* * *

Le goût, la désinvolture, sont des qualités qu'on ne peut acquérir qu'après une longue éducation, commencée de bonne heure. Les jeunes mannequins qui ont défilé le 11 novembre sur la passerelle de l'Hôtel Excelsior pour présenter les modèles anglais, bien coupés, les italiens élégants, les français coquets, les allemands et les suisses sportifs, les danois... à l'épreuve de la pluie et de la

tempête, étaient surprenants de bonne tenue, de sûreté, de self control...

Ils n'oubliaient pourtant pas de sourire quand le modèle qu'ils endossaient leur plaisait, ou de hâter le pas quand il leur plaisait moins... Certains petits garçons avaient même la main dans la poche, comme papa, et de ravissantes fillettes étaient aussi modestement graves que maman, quand elle est le point de mire de regards admiratifs... Le jeu leur a plu n'en doutons pas car, tout en les amusant, il les faisait participer à la vie des adultes. L'enfant ne doit pas se sentir isolé dans son monde puéril, si nous voulons qu'il se comporte comme «un petit homme». Certaines de nos activités lui sont d'accès facile et seront d'autant plus fécondes qu'il se sentira plus volontiers enclin à se comporter «comme les grandes personnes».

D'ailleurs, nos petits Européens grandiront vite: personne n'a de temps à perdre dans le monde d'aujourd'hui. Et ce n'est pas qu'il faille pendre tôt son enfance, mais plutôt qu'il faut savoir la garder toute la vie en apprenant de bonne heure qu'il n'y a pas de fossé à franchir, quand on sort de l'adolescence pour entrer dans l'âge d'homme. Il y a davantage de problèmes à résoudre: tâche à laquelle on s'attelle d'autant mieux qu'on a acquis très jeune la sûreté de soi-même dans le climat du libre-arbitre.

Il ne s'agit donc pas d'imposer mais de former. Et le MCE s'est donné pour tâche, dans le cas qui nous occupe, de former le goût de nos enfants, de les habituer, dès le plus tendre âge, à se vêtir de façon à la fois élégante et rationnelle.



UN APPEL DES JOURNALISTES EN EXIL

Un groupe de journalistes des Pays au delà du rideau de fer, en exil à Rome, à signé, à l'occasion du IIIe anniversaire de la révolte populaire hongroise, le manifeste suivant :

« A l'occasion du IIIe anniversaire de la brutale répression soviétique contre la révolte populaire hongroise, les journalistes des Pays au delà le rideau de fer résidant en Italie, adressent à leurs confrères italiens un appel désespéré en faveur de leurs peuples négligés, pour ne pas dire oubliés, dans la phase actuelle de la politique internationale.

Ils demandent s'il est, non pas même honnête et moral, mais utile à l'Occident libre, de se résigner à une détente, de toute façon fallacieuse et insidieuse, et qui signifierait en premier lieu l'acceptation des crimes perpétrés, en Europe centrale et orientale par l'occupation soviétique et l'instauration qui en est résulté, par la violence et la fraude, de régimes totalitaires communistes, adversaires déclarés des libertés et des droits fondamentaux de l'homme.

Ils rappellent en outre — et peuvent à tout moment le prouver — que dans ces Pays dits de démocratie populaire et qui ne sont rien d'autre que de véritables colonies soviétiques, règne la terreur la plus impitoyable et qu'en dépit de la proclamation de la déstalinisation la torture est toujours mise en pratique dans les prisons; que les prisons et les camps de concentration sont remplis d'adversaires du régime ou présumés tels; que l'ouvrier et le paysan sont exploités au delà des limites de la tolérance humaine; que l'homme cultivé est baillonné come il ne l'a jamais été à l'époque moderne, et qu'il est douloureux de constater que des écrivains et des journalistes italiens répudient hâtivement l'anticommunisme au moment même où, dans les prisons d'au delà le rideau de fer, tant de leurs confrères s'éteignent sans même avoir la consolation d'au moins la solidarité morale des intellectuels occidentaux; que l'Eglise a perdu ou est sur le point de perdre le peu de liberté qui lui reste; que la liberté de conscience, la liberté politique, syndicale, la liberté de la presse et la liberté d'association sont bafouées de toute manière; et qu'en un mot les droits élémentaires de l'homme, garantis par la Charte de l'ONU sont niés à plus de cent millions d'Européens qui s'étaient cependant assurés par des luttes séculaires et d'innombrables sacrifices une organisation politique et sociale de haute civilisation.

Les journalistes d'au delà le rideau de fer qui savent qu'ils représentent la pensée authentique de leurs peuples à qui les régimes communistes refusent des élections libre dont ils ont peur, demandent instamment à leurs confrères italiens, plus heureux qu'eux, de ne jamais cesser d'affronter, dans la presse, la question des Pays opprimés de l'Est européen et, notamment, d'ouvrir dans leurs journaux un débat sur ce tragique problème car c'est de sa solution raisonnable que dépend, en définitive, une détente qui ne soit pas un dangereux leurre.



CEUX QU'ON OUBLIE

Roumanie, Albanie, Bulgarie jouent un rôle essentiel en politique étrangère

En comparaison de l'intérêt qu'il manifeste pour tout ce qui touche à la Hongrie et à la Pologne, le monde occidental n'a pas accordé à ces trois pays satellites de l'Union soviétique l'attention qu'ils auraient méritée au cours des dernières années. Pourtant, ces pays constituent une pièce importante du dispositif communiste, tant économique que stratégique. Les forces et les installations militaires, notamment les bases de sous-marins que l'U.R.S.S. possède en Albanie menacent par exemple tout le flanc méridional de l'O.T.A.N., tandis que les ressources économiques des deux autres pays, peu considérables lorsque l'Union soviétique s'en est emparée, sont actuellement mises en valeur à un rythme rapide, souvent aux dépens de la liberté individuelle et, en Roumanie en tout cas, aux dépens de l'efficacité dans le domaine agricole qui a toujours été, pour ce pays comme pour les deux autres, la ressource traditionnelle.

Bien qu'ils soient géographiquement fort proches les uns des autres, les trois pays diffèrent considérablement à maints égards, notamment quant au degré de collectivisation. C'est ainsi que la Bulgarie paraît être beaucoup plus avancée dans la voie du communisme que les deux autres pays, pour des raisons d'ailleurs différentes dans chaque cas. En Roumanie, la lenteur des progrès semble devoir être attribuée notamment à l'incurie, alors qu'elle résulte incontestablement en Albanie du relief montagneux qui a toujours rendu extrêmement difficile pour le Gouvernement albanais, quel qu'il soit, de contrôler étroitement l'ensemble du pays. Les progrès pourtant réalisés en Albanie dans la voie du communisme témoignent de l'énergie du chef communiste, Enver Hoxha, bien qu'il ne faille pas oublier l'aide considérable que lui a fournie l'Union soviétique.

Les trois pays tiennent, sur deux plans, un rôle essentiel dans la politique étrangère du Kremlin. Tout d'abord, ils sont à l'avant-garde de la campagne dirigée contre la Yougoslavie de Tito et il semble même qu'ils soient allés parfois, dans ce domaine, plus loin que ne l'auraient voulu les maîtres du

Nous avons publié dans notre dernier numéro, présentés à la onzième session de l'Assemblée générale, à Strasbourg, sur les Pays Baltes et les extraits des rapports concernant la

Kremlin. Ils ont aussi participé directement aux efforts qui ont été déployés — sans le moindre succès jusqu'à présent — pour détacher la Grèce et la Turquie de l'alliance atlantique. Dans ces deux cas, ils se sont acquittés de la tâche qui leur avait été assignée avec un zèle prodigieux. C'est Radio Tirana qui a lancé les attaques les plus violentes contre Tito et c'est M. Chivu Stoica, Premier Ministre de Roumanie, qui a été le promoteur de l'idée d'un pacte balkanique groupant les trois pays satellites, la Grèce et la Turquie. Il est significatif que, malgré l'échec total de cette première tentative, la question a été évoquée à nouveau à l'occasion du séjour de M. Khrouchtchev en Albanie. Il faut signaler aussi le curieux incident du voyage à Athènes de M. Boris Taskov, Ministre du Commerce de Bulgarie, qui a cherché à conclure un accord commercial avec la Grèce. Le fait qu'il en soit revenu les mains totalement vides semble avoir été le motif principal de sa disgrâce et de son éviction.

Malgré la similitude de leurs politiques extérieures, les trois pays présentent des différences internes très sensibles. C'est pour quoi, après avoir indiqué la tendance générale, il convient peut-être maintenant de les envisager séparément.

Roumanie, foyer d'anticomunisme

La Roumanie semble être le moins efficace des pays satellites de l'U.R.S.S. Alors que les communistes ont disposé de quatorze ans pour imposer leur volonté, le pays demeure un foyer de corruption et d'activités contre le régime, ce qui est remarquable même pour un pays dans cette situation. Le pouvoir est apparemment toujours concentré entre les mains de M. Gheorghe Gheorghiu-Dej, Premier Secrétaire du Parti, l'un des diri-

IE TROP SOUVENT

uméro des extraits des rapports pré-
lée Consultative du Conseil de l'Eu-
la Tchécoslovaquie. Voici maintenant
oumanie, la Bulgarie et l'Albanie.

geants communistes les plus durs de l'Europe orientale. Malgré les rumeurs persistantes concernant sa disgrâce prochaine qui circulent depuis six mois dans les pays occidentaux et qui se fondent sur son incapacité à contenir la situation interne il demeure en fonction. Peut-être cela s'explique-t-il en grande partie par la difficulté de son remplacement. Lorsque les communistes ont pris le pouvoir en Roumanie en 1945, ils représentaient le Parti communiste le plus faible de l'Europe. S'il n'existe pas de chiffres exacts, le parti étant naturellement illégal avant la guerre, on estime cependant qu'à la fin de la guerre le parti ne totalisait pas plus de mille membres pour une population d'environ 16 millions d'habitants.

Roumanie, agent de paix avec la Grèce ?

Pour autant que la Roumanie possède une politique étrangère distincte de celle du Kremlin, elle a été visiblement choisie pour mener la campagne de « réconciliation » du camp communiste avec la Grèce. On ne peut que se perdre en conjectures sur les raisons de ce choix, les relations entre les deux pays n'ayant jamais été particulièrement étroites avant la guerre. Il y a dix-huit mois, M. Chivu Stoica a lancé son appel en faveur d'un pacte balkanique et, depuis lors, Bucarest fait à Athènes une cour assidue, sans grand résultat d'ailleurs. Le cours de cette campagne de grand style s'est d'ailleurs trouvé quelque peu entravé par les reproches de « persécution des démocrates grecs » dont le Gouvernement hellénique a été soudain assailli à la suite de l'emprisonnement du chef communiste grec Manolis Glesos.

Des ouvertures ont été faites aussi du côté de la Turquie en vue, là aussi, d'une sorte de « réconciliation », mais ces efforts ont eu moins de succès encore qu'en Grèce. Certains ren-

seignements d'ordre purement technique font l'objet d'échanges, mais les rapports entre les deux pays demeurent froids.

La Roumanie a aussi participé à la campagne contre Tito, mais elle en a surtout laissé l'initiative à la Bulgarie et à l'Albanie. Cette campagne porte surtout, à l'heure actuelle, sur des revendications territoriales, et il faudrait vraiment un puissant effort d'imagination pour trouver à la Roumanie des revendications territoriales envers la Yougoslavie.

Roumanie, fournisseur de blé, de pétrole, d'énergie électrique

Il est difficile de recueillir des informations précises sur l'état de l'économie roumaine, les statistiques officielles étant extrêmement suspectes et paraissant d'ailleurs avec tant de retard qu'elles n'offrent guère d'intérêt. A l'intérieur du bloc communiste, la Roumanie semble avoir maintenant pour fonction essentielle, outre son rôle traditionnel de fournisseur de produits et de matériel pétrolier, de fournir de l'énergie et du matériel électrique.

(...) Dans le domaine de l'agriculture, la collectivisation se poursuit aussi rapidement que possible, mais la Roumanie demeure en retard sur tous les autres pays satellites, sauf la Pologne. Selon les renseignements officiels, 55% des terres cultivables du pays avaient été collectivisées à la fin de l'année dernière.

(...) Enfin, il convient de mentionner que l'action dans le domaine culturel n'a rien perdu de sa vigueur. Les écrivains roumains, qui manifestent une vive effervescence depuis le soulèvement hongrois, semblent causer encore beaucoup de difficultés au gouvernement. Des publications que le régime considère comme « subversives » parviennent encore à paraître, bien qu'il devienne plus difficile de publier quoi que ce soit qui ne soit pas revêtu de l'imprimatur du régime. Cependant, malgré ses efforts, l'Union des Ecrivains roumains n'a pu contraindre certains des principaux écrivains roumains à publier ce qu'ils ne veulent pas écrire; elle est néanmoins parvenue à les empêcher de publier presque tout ce qu'ils auraient voulu exprimer.

Bulgarie ultra-comuniste

Il est assez curieux de constater que la Bulgarie semble être plus royaliste que le roi. Le Gouvernement bulgare prend avec enthousiasme des mesures que l'Union soviétique n'a pas encore prises et, à maints égards, le Parti communiste bulgare, que son Premier Secrétaire, Todor Jivkov, paraît tenir maintenant bien en main, semble prendre pour modèle Pékin plutôt que Moscou. C'est ce qui apparaît non seulement du domaine agricole où l'évolution est particulièrement marquée, mais aussi d'indices moins évidents. La Bulgarie a été le premier pays — suivi de près par l'Albanie — à enseigner officiellement à titre de doctrine officielle que les cadres du parti doivent, à l'exemple des Chinois, accomplir chaque année un mois de travail manuel.

Certes, cette expérience n'a pas été poussée aussi loin qu'en Albanie où les journaux ont tout à coup publié quantité d'articles de médecins éminents prônant la valeur thérapeutique du travail de force et les bienfaits que l'on peut en tirer, notamment pour le foie et la digestion, puis, peu après, d'autres articles de fonctionnaires grisonnants proclamant à la face du monde l'amélioration de leur santé à la suite d'un mois de terrassement. On ne sait pas non plus exactement les modalités d'application de ce principe, mais il est frappant que la Bulgarie ait voulu ainsi suivre l'exemple chinois comme sur le plan agricole.

Cependant, la Bulgarie a toujours été parmi les pays les plus « avancés » du point de vue communiste puisqu'elle a achevé sa collectivisation longtemps avant tout autre pays satellite et qu'elle progresse plus rapidement dans la voie du communisme. Il n'est donc guère surprenant que l'évolution du régime chinois dans les derniers mois de l'année dernière ait intéressé les dirigeants bulgares qui, toutefois, ont pris bien soin de ne pas indisposer M. Khrouchtchev en suggérant que la Chine prenait la tête dans la mise en oeuvre du communisme par le mouvement des communes. Le terme même de « commune » a été rigoureusement écarté de tous les textes relatifs au plan agricole bulgare.

(...) Dans le domaine extérieur, la Bulgarie a porté l'essentiel de son effort contre la Yougoslavie. Malgré la « réconciliation » intervenue entre Belgrade et Sofia il y a quatre ans, les rapports des deux pays n'ont jamais été plus mauvais et la Bulgarie a remis sur le tapis la question de la Macédoine. Celle-ci est une source permanente de conflits depuis de longues années, bien avant l'avènement du communisme dans ces pays, mais le gou-

vernement bulgare en a maintenant fait le cheval de bataille de sa propagande et il ne se passe guère de jour que Radio Sofia ou la presse bulgare ne fasse état de quelque horrible histoire sur les souffrances endurées par les populations de la Macédoine yougoslave. Cette propagande correspond incontestablement aux aspirations de certains milieux populaires bulgares et elle atteint donc le double but de leur donner satisfaction et de poursuivre la polémique contre la Yougoslavie hérétique.

Bulgarie agricole et collectiviste

La Bulgarie a continué à progresser dans la voie de la collectivisation totale des terres agricoles. La proportion des terres cultivées maintenant comprises dans le secteur public dépasse nettement 90%, et il a été créé quelque 3.450 fermes collectives. Il vient d'être décidé que ces fermes collectives seront regroupées en vastes domaines, au nombre de 625 environ, dont le rôle s'étendra bien au delà de la simple culture des terres. Le régime se préoccupe de l'utilisation des paysans pendant les périodes de chômage saisonnier et envisage un régime s'inspirant des communes populaires de Chine. D'autres secteurs économiques seront collectivisés en même temps que l'agriculture, la vie familiale sera encore réduite par la création de réfectoires, de crèches, d'ouvrirs, de dortoirs, etc., et les femmes seront ainsi libérées pour un travail productif.

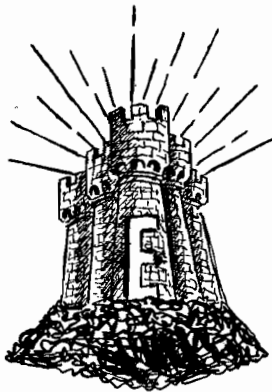
L'Albanie, base militaire

Le brusque voyage à Tirana de M. Khrouchtchev, du Maréchal Peng Teh-huai, de M. Grotewohl et d'autres personnalités communistes à la fin de mai 1959 peu après la onzième session du Comecon dans cette même ville, a concentré l'attention sur le plus petit des pays satellites qui, jusqu'alors, gravitait dans l'obscurité. Les Soviétiques ont toujours eu d'excellents motifs pour détourner de l'Albanie l'attention du monde, ce pays étant conçu principalement dans le dispositif soviétique, comme la grande base militaire méridionale de l'U.R.S.S. Ce rôle est souligné par le développement rapide des ports de Valona et de Durazzo où ont été établies des bases de sous-marins d'où il sera possible de contrôler les routes maritimes de l'Adriatique et de la Méditerranée orientale. L'établissement d'engins balistiques sur le sol albanais affecterait considérablement l'équilibre stratégique dans la zone méditerranéenne et, au

L'ASSOCIATION DU TRAITE ATLANTIQUE

La 5e Assemblée annuelle de l'Association s'est tenue en France, à Tours, du 2 au 8 septembre 1959.

Chacune des organisations nationales avait, bien entendu, fait un effort tout spécial en vue de commémorer le dixième anniversaire de la signature du Traité de l'Atlantique Nord. Aussi les rapports présentèrent-ils un grand intérêt tant par leur volume que par la variété des activités qui avaient été entreprises pour mieux informer les opinions publiques au sujet de l'Alliance. Le problème maintenant est de maintenir les activités au niveau qu'elles ont atteint grâce à cette circonstance, chose que l'Assemblée considère comme possible, en coopération avec le service de l'information de l'OTAN. L'Assemblée a cependant émis le désir que soient



fournis plus de cartes, panneaux, matériels visuels, ainsi que des publications dans les autres langues que les langues officielles de l'OTAN.

Des recommandations furent adoptées qui visaient à l'amélioration de l'efficacité des efforts entrepris par les or-

ganisations membres. Le souhait fut exprimé que leur champ d'action fût élargi. Par ailleurs, l'Assemblée approuva la poursuite des activités de l'ATA dans le domaine de l'éducation et son extension à l'échelon universitaire ainsi que l'avait proposé le Comité de l'Education du Traité de l'Atlantique. Elle émit également le vœu que la coopération soit développée avec la conférence de parlementaires de l'OTAN, avec le Comité atlantique de la jeunesse politique et que soit étendue l'oeuvre d'information de l'Association et de ses groupes affiliés de manière à couvrir tous les aspects de la coopération au sein de la Communauté atlantique — économique et sociale aussi bien que militaire et politique.

L'Assemblée s'intéressa particulièrement à la manière

(suite de la p. 12)

cours de sa récente visite, M. Khrouchtchev n'a pas manqué de menacer d'installer de telles bases au cas où la Grèce ou l'Italie autoriserait l'installation d'engins balistiques américains sur son territoire (...)

Albanie anti-titiste

Dès l'origine de l'affaire en 1948, l'Albanie s'est trouvée à la tête de la croisade du Kremlin contre le Maréchal Tito. Même à l'époque du « rapprochement » qui, de 1955 à 1957, a interrompu la guerre froide entre les deux formes de communisme, les dirigeants albanais n'ont, semble-t-il, abandonné leur campagne qu'avec le plus grand regret. Ils n'ont d'ailleurs pas cessé d'attaquer Tito, alors même que l'atmosphère était officiellement à l'aménité et à la détente entre les deux camps.

Résistance ?

Ainsi, si l'on n'a enregistré aucun événement particulièrement marquant dans ces pays au cours de la dernière année, tous trois continuent à progresser plus ou moins rapidement dans la voie du communisme. Ce progrès est extrêmement rapide en Bulgarie; il l'est beaucoup moins en Roumanie et, à certains égards du fait de l'importance des problèmes militaires, en Albanie. Il est extrêmement difficile d'évaluer les réactions populaires qu'ont pu susciter les politiques des différents gouvernements, mais il semblerait que la résistance passive au régime demeure assez forte en Roumanie. Aucun gouvernement central n'a jamais pu en Albanie imposer intégralement sa volonté aux populations de ce pays et le Gouvernement d'Enver Hoxha ne semble pas faire exception. S'il est impossible de recueillir beaucoup d'informations précises sur l'attitude du peuple bulgare, il semble extrêmement peu vraisemblable qu'il soit susceptible de dévier sensiblement des normes qui sont celles des deux autres pays.

dont une organisation d'association volontaires comme l'ATA pourrait réduire les éventuels différends entre les pays alliés. «La tâche principale de l'Association du Traité de l'Atlantique consiste à promouvoir la solidarité entre les peuples de la zone de l'Atlantique Nord et de permettre aux citoyens des pays de l'OTAN de comprendre le fait que leurs nations sont interdépendantes... Nous ne pouvons pas déterminer directement les politiques et les décisions de nos gouvernements respectifs, mais nous pouvons essayer d'éveiller la compréhension des hommes de bonne volonté dans les pays intéressés. L'Association du Traité de l'Atlantique devrait inventer des règles appropriées de procédure en vue d'apaiser les différends en suspens entre nous par la voie de discussions privées et non publiques menées dans un esprit de détermination commune de comprendre les problèmes et de vouloir trouver une solution».

M. Yvan Matteo Lombardo, nommé Président de l'Association du Traité Atlantique

M. Yvan Matteo Lombardo, Président du Comité Atlantique italien a été élu Président de l'Association en remplacement de M. Lester Pearson. Le Dr. Richard Jaeger, Vice-Président du Bundestag et le Général Carpentier ont été réélus Vice-Présidents. Un troisième Vice-Président, Américain celui-là, sera désigné prochainement par l'American Council on NATO. Ces personnalités formeront avec M. John Eppstein, Secrétaire général et le Trésorier honoraire M. Per Markussen («Danemark»), le bureau de l'ATA pour l'année à venir.

Coopération politique et économique entre les Pays de l'OTAN

Les 3, 4 et 5 septembre se tint un «symposium» au cours duquel furent notamment discutées, d'une part la coopération politique et économique entre les gouvernements membres de l'OTAN et d'autre part la stratégie et les méthodes de l'Union Soviétique. Les délégations britannique et islandaise déplorant l'usage de la force armée entre pays de l'OTAN, convinrent de faire tout ce qui était en leur pouvoir, par le truchement des organisations membres de l'ATA pour promouvoir une solution du différend qui oppose actuellement leur deux pays. En se séparant, l'Assemblée adopta à l'unanimité une résolution générale qui dit notamment:

«Dans les mois à venir, nos organisations membres devraient, dans leur action de formation de l'opinion publique dans nos pays respectifs, insister en tout premier lieu sur le fait que la paix, la liberté et la prospérité que désirent tous nos peuples, ne peuvent être sauvegardées qu'en maintenant et développant l'unité de l'Alliance atlantique dans des circonstances sans cesse changeantes.

«Ceci présuppose un effort bien déterminé de la part de nos gouvernements, soutenus par les citoyens de nos pays, effort tendant à harmoniser leurs politiques afin de défendre l'Europe et la zone de l'Atlantique Nord, à promouvoir un maximum de coopération politique, économique et culturelle à l'intérieur de la Communauté atlantique, et à résister aux empiètements de l'impérialisme communiste sur chaque continent.

«Le Conseil de l'Atlantique Nord est le meilleur instru-

ment pour une consultation mutuelle sur tous ces sujets et pour une coordination de nos politiques nationales. Nous nous félicitons des consultations récemment engagées entre le Président des Etats-Unis et les chefs d'autres puissances atlantiques en Europe, de même que l'assurance que toute conversation entamée avec les chefs de l'Union soviétique s'inspirera des considérations de principe ci-dessus exposées».

Création d'un Comité belgo-européen pour la Communauté Atlantique

1. Le Comité belge pour la Communauté atlantique, est sur le point de se constituer en association sans but lucratif. Il changera par la même occasion de dénomination et prendra le nom de «Comité belgo-européen pour la Communauté atlantique».

2. L'exposition «Mare Nostrum» organisée à Liège dans le cadre du IV Salon Commercial du Confort et du Progrès a fermé ses portes le 13 septembre. Elle a reçu environ 50.000 visiteurs auxquels une abondante documentation sur l'OTAN et les pays de l'Alliance a été distribuée. Les séances cinématographiques ont été prisées par le public auquel furent présentés des films sur l'OTAN et les quinze pays de l'Alliance. M. Gilson, ministre de la Défense nationale dont les services avaient collaboré étroitement avec le Comité belge a honoré l'exposition de sa visite. M. John E. McGowan, Directeur du Service de l'Information de l'OTAN s'était rendu à Liège pour l'inauguration de cette exposition dont M. de Villers, Secrétaire général du Comité lui fit faire la visite.

Activité du Conseil de l'Europe

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, siégeant au niveau des Délégués, a clos fin octobre sa 76^{ème} session à Strasbourg, sous la présidence de M. Reichmann (Autriche).

La prochaine réunion du Comité des Ministres au niveau ministériel a été fixée à la mi-décembre et se tiendra à Paris. Au début le décembre, les ministres adopteront le Budget du Conseil de l'Europe pour 1960.

Il a été convenu de procéder à un examen approfondi de la Recommandation de l'Assemblée Consultative relative à une association économique européenne et demandant notamment l'adoption par les Gouvernements membres du Conseil de l'Europe d'une déclaration d'intentions.

Cette déclaration, dans l'esprit de l'Assemblée Consultative devrait poser les principes généraux d'un accord d'association, prévoir un régime spécial en attendant la mise en vigueur de l'accord et tenir compte de la coordination à réaliser dans les politiques commerciales, économiques et sociales.

Il a été décidé d'attirer l'attention des Gouvernements sur les recommandations formulées par l'Assemblée Consultative au sujet de la Commission Européenne de l'Aviation Civile et sur les diverses améliorations au trafic aérien proposées par cette Conférence.

Les Délégués des Ministres ont décidé d'entendre au cours de leur prochaine réunion, le Président et le Rapporteur de la Commission Economique de l'Assemblée Consultative au sujet de la Recommandation votée en septembre dernier à Strasbourg au sujet du développement de l'Afrique et de la création d'un fonds de ga-

rantie et d'assistance financière.

Il a été pris acte de la Recommandation de l'Assemblée Consultative relative aux minorités nationales en Europe et il a été décidé de la transmettre aux gouvernements.

* * *

Le Comité européen pour les problèmes criminels, composé d'experts gouvernementaux en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants, a tenu sa deuxième réunion à la Maison de l'Europe à Strasbourg.

Ses travaux ont porté sur la Recommandation adoptée par l'Assemblée le 23 avril 1959 et relative à la Réforme pénale. Il a donné un avis favorable à l'organisation d'un système d'échanges de personnel des services pénitentiaires entre les Etats membres et préparé à l'intention du Comité des Ministres les règles pratiques d'un tel système.

Le Comité a étudié un avant-projet de Réglementation des droits civils, politiques et sociaux du détenu, en lui apportant certaines modifications. Il a également examiné des principes généraux d'un avant-projet de Convention européenne pour la répression des infractions routières.

Le Comité a été saisi de plusieurs propositions tendant à inscrire dans le plan d'action du Conseil de l'Europe les questions suivantes:

— Création éventuelle d'un institut de criminologie à caractère européen.

— Harmonisation des règles de droit pénal dans les différents Etats membres, afin de faciliter la répression des infractions commises dans un Etat par les ressortissants d'un autre Etat.

— Etude criminologique des problèmes de la sécurité routière, afin d'obtenir des réglementations et mesures plus efficaces pour la lutte contre les accidents de la circulation.

Unification du code européen de la route

L'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe a présenté une recommandation qui sera soumise au Conseil des Ministres et préconisant une unification du code de la route dans les pays membres, aboutissant à l'adoption d'un code de la route européen.

Le projet prévoit les moyens de répression des infractions commises par les ressortissants d'un pays membre du Conseil de l'Europe dans un autre Etat membre et comporte deux dispositions essentielles, à savoir:

1) dans le cas où le délinquant se trouve dans le pays où l'infraction a eu lieu, il peut être poursuivi et, éventuellement, condamné dans ce pays. L'exécution de la condamnation est assurée dans le pays de résidence;

2) dans le cas où l'auteur de l'infraction a regagné son pays, les autorités de l'Etat où l'infraction a été commise peuvent requérir des poursuites dans le pays de résidence et demander l'application des lois du pays où a été commise l'infraction.

★ R O M E ★

Activité de la F. A. O.

La conférence de la FAO

La Conférence des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), qui s'est ouverte à Rome le 31 octobre, doit se prononcer sur plusieurs demandes d'admission au sein de l'Organisation.

En tant que membres de plein exercice la République du Togo et l'Etat du Cameroun. (demandes présentées par l'intermédiaire du Gouvernement français).

En tant que membres associés: la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland, la Nigéria et Chypre (demandes présentées par le Gouvernement du Royaume-Uni); La République de Madagascar, la République du Gabon, la République du Soudan et la République du Sénégal (demandes présentées par l'intermédiaire du Gouvernement français); Le Territoire de la Somalie sous Administration Italienne (demande présentée par l'intermédiaire du gouvernement italien).

La République de Guinée a également présenté une demande d'admission comme membre de plein exercice.

Conformément à l'acte constitutif de la FAO, le statut de « membre associé » peut être accordé aux territoires ne jouissant pas de l'autonomie complète en matière de relations extérieures; la demande d'admission doit alors être présentée par le gouvernement membre de la FAO responsable de la conduite des affaires étrangères du territoire, ou du groupe de territoires, considéré. Les membres associés ont

droit de participer aux délibérations de la Conférence mais, à la différence des membres de plein exercice, ils n'y ont pas droit de vote et ne peuvent y exercer de fonction.

Qu'il s'agisse de membres associés ou de plein exercice, l'admission ne peut être acquise que par un vote à la majorité des deux-tiers.

Ouverture du bureau régional africain

C'est le 24 octobre — journée des Nations Unies — qu'a été inauguré officiellement à Accra (Ghana) le Bureau régional pour l'Afrique de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), en présence du Dr. Kwame Nkrumah, Premier Ministre du Ghana, des membres du gouvernement, du corps diplomatique, des fonctionnaires des Nations Unies et de nombreuses personnalités officielles.

Dans son discours, le Premier Ministre a particulièrement souligné l'importance de l'agriculture dans l'économie de son pays, et la place de choix qui lui a été réservée dans le second plan de développement du Ghana.

« Bien que nous escomptions beaucoup de nos propres efforts », a-t-il déclaré notamment, nous plaçons également beaucoup d'espoirs dans l'aide que peuvent nous apporter les institutions internationales comme la FAO et le Bureau d'Assistance Technique des Nations Unies ».

En accueillant ses hôtes, M. Terver, Directeur du Bureau régional, après avoir remercié au nom du Directeur général de la FAO le gouvernement du Ghana pour le building qui abrite le Bureau régional et pour tous les services fournis par le gouvernement du Ghana, a affirmé: « Ce Bureau est destiné à aider tous les pays d'Afrique à mener une guerre totale pour relever le niveau de vie de leurs populations ».

Modifications profondes de l'agriculture polonaise

L'économie agricole de la Pologne s'est profondément transformée au cours des trois dernières années. D'après le Dr. M. Ezekiel, Chef du Département Economique de la FAO, qui vient de rentrer d'un voyage d'étude dans ce pays — voyage qui faisait lui-même suite à la mission envoyée par la FAO en Pologne en 1947 — les progrès accomplis représentent « le maximum de ce qu'on pouvait attendre ». Le gouvernement a déjà réussi à stimuler une rapide expansion de la production, notamment grâce à une nouvelle politique des prix, et cela particulièrement depuis 1956.

Retour à la propriété privée des terres

Parmi les changements intervenus, le Dr. Ezekiel a souligné un retour à la propriété privée des terres. En 1956, les paysans ont été autorisés à se retirer des fermes collectives. En 1958, 86% des terres agricoles étaient propriété pri-

vée, contro 85% en 1956. La proportion des fermes d'Etat est tombée de 14% à 12%, et les fermes collectives ne représentent que un pour cent des superficies cultivées.

Dans sa déclaration, le Dr. Ezekiel a précisé que ce mouvement se poursuivait actuellement. « Les fermes d'Etat, a-t-il déclaré, sont importantes surtout dans les régions qui, en fait, se prêtent mal à l'exploitation privée. Souvent, également, leur rôle principal est d'aider l'exploitation privée en se spécialisant dans certaines productions, comme les semences certifiées, ou l'amélioration du cheptel. Quant à ce qui reste des fermes collectives, nombre d'entre elles sont d'anciens grands domaines devenus propriété collective des ouvriers agricoles qui y étaient autrefois employés ».

En ce qui concerne les « Cercles » de villages, établis par le gouvernement de M. Gomułka, le Dr. Ezekiel a souligné qu'il s'agissait plutôt de la remise en application d'un système coopératif, purement volontaire, et déjà en usage en Pologne bien avant la dernière guerre. Le système a été rétabli par les paysans dans de très nombreux villages, où il fonctionne pour promouvoir les travaux d'intérêt public, les services de vulgarisation, l'édification de manufactures locales, etc... ainsi que pour faciliter l'achat de matériel par les membres du « Cercle ». « D'après ce que j'ai pu voir dans les villages que j'ai visités, a dit le Dr. Ezekiel le système semble marcher à la satisfaction des populations rurales ».

« Afin de faciliter une conversion vers un système plus libre de fixation des prix, a déclaré également le Dr. Ezekiel, le système des livraisons obligatoires à l'Etat est en train d'être graduellement modifié. En 1955, environ 84% de la production céréalière, 50% de la viande de boucherie,

et 44% du lait sont passés aux livraisons obligatoires faites à l'Etat à bas prix; l'année dernière, seulement 60% des céréales et des pommes de terres et 25% de la viande de boucherie, et il n'y a pas eu de livraisons obligatoires de lait. En même temps que la réduction quantitative des livraisons obligatoires, le gouvernement a relevé les prix fixés pour ces livraisons, et leur niveau est maintenant très voisin des prix de vente libres sur les marchés locaux. Récemment le gouvernement a annoncé que les bénéfices réalisés sur les livraisons à prix fixés seraient reversés aux « Ceroles » des villages ayant effectué ces livraisons pour servir à l'achat de matériel agricole. De cette manière, le « Cerole » n'a pratiquement à payer que le quart du prix d'achat du matériel, pour lequel il peut en outre obtenir des crédits d'état, le reste étant financé par le gouvernement ».

Au cours de sa déclaration, le Dr. Ezekiel a souligné que, dans leur généralité, les changements intervenus dans l'économie agricole polonaise étaient dans la ligne des recommandations formulées par la mission FAO de 1947.

XXXIIe session du comité des produits

Le Comité des Produits de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a tenu sa 32ème session à Rome, au siège de l'Organisation, du 22 au 28 octobre.

Ce Comité est le principal organe de la FAO pour suivre l'évolution de l'économie agricole mondiale et pour l'étude des problèmes particuliers des principaux produits agricoles. Il est composé des représentants de 24 pays membres de l'Organisation.

Parmi les nombreuses questions à l'ordre du jour de cette session on relève notamment la mise à jour du rapport annuel (1959) de la FAO sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, récemment paru mais établi sur la base de l'ensemble des données disponibles au 30 juin 1959.

UN NOUVEAU SIEGE RESERVE A L'AFRIQUE AU CONSEIL DE LA FAO

Par un vote unanime intervenu dans la soirée du 6 novembre, la Conférence des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a décidé de porter de 24 à 25 le nombre des sièges du Conseil de l'Organisation. Ce siège supplémentaire sera réservé à un représentant des pays d'Afrique.

Le Conseil, qui est l'organe directeur de la FAO durant l'intervalle des Conférences, se renouvelle par tiers chaque année. Au cours des élections qui se dérouleront le 18 novembre, la Conférence devra donc pourvoir au renouvellement de huit sièges devenant vacants à la fin de l'année, ainsi qu'à l'élection au nouveau siège dont le mandat débutera immédiatement, et pourvoir au renouvellement de huit autres sièges dont le mandat expire au 31 décembre 1960.

VIII CONFERENCE DE L'ASSOCIATION POUR UN PARLEMENT MONDIAL

Du 24 au 29 septembre a eu lieu à Berne la VIII Conférence de l'Association pour un Parlement Mondial. Fondée en 1951, en Angleterre, l'Association qui compte des groupes parlementaires et des membres non parlementaires dans 36 Pays du monde, tend à arriver à l'abolition de la guerre et à l'avènement d'une paix permanente.

L'Association proclame que les bases essentielles pour la paix mondiale sont les suivantes:

— Un Parlement mondial pour l'établissement de lois mondiales en vue d'assurer le maintien d'une paix durable;

— Un Pouvoir Exécutif pour l'application de ces lois;

— Des Cours Internationales de Justice ayant pouvoir de juridiction dans tous les conflits concernant ces lois mondiales;

— Une force de police internationale chargée de faire respecter ces lois mondiales et de punir tous ceux qui les violent ou risquent de les violer, et de rendre du même coup possible le désarmement universel, simultané et total, dans tous les Pays.

Le Président de l'Association est le Rt. Hon. C. Davies Q.C., M.P.; les Présidents honoraires sont le Rt. Hon. Earl Attlee et Lord Boyd Orr; le Président du Conseil de l'Association est le Rt. Hon. Lord Silkin et le Président Adjoint On. Dott. Mary Tibaldi Chiesa.

LES TRAVAUX DE LA CONFERENCE

En ouvrant les travaux sous la présidence de M.C. Davies, M. Emile Giroud, Conseiller National de la Suisse, a dit: «Une paix durable ne peut être établie que sur la base de la justice sociale, car tous les êtres humains ont le droit de jouir du progrès matériel et du développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique,

et avec les mêmes droits».

M. Clement Davies de son côté a fait remarquer que la Suisse nous démontre, avec ses peuples de diverses origines qui vivent en paix et en parfaite harmonie sous un régime fédéral, que si le monde entier était organisé comme elle, il n'y aurait nul besoin d'une Association pour un Parlement Mondial.

Lord Attlee a insisté sur la première difficulté qui est à son avis l'obtention du désarmement: «...tant que dans le monde la loi ne sera pas souveraine, les guerres continueront. Que veut dire la souveraineté de la loi? Elle implique la soumission de la volonté individuelle à la volonté d'une plus vaste entité; elle

signifie la renonciation à la souveraineté individuelle et la limitation des souverainetés nationales».

LES PROPOSITIONS DE LORD BEVERIDGE

Succinctes, elles n'en sont pas moins convaincantes:

1) L'ONU doit être remplacée par un Parlement Mondial;

2) Le Conseil de Sécurité doit être remplacé par un Exécutif Mondial;

3) Institution de deux Tribunaux, l'un chargé de résoudre les controverses à propos de la Loi Mondiale, l'autre de résoudre les questions inhérentes à des problèmes non considérés par la Loi.

Maria Mariani

Les Instituts d'études européennes

M. Yves Séguillon, Professeur à la Faculté de Nancy, vient de faire à Dubrovnik une conférence sur la place des instituts d'études européennes dans la collaboration universitaire internationale. Si quelques instituts européens sont de création plus récente, il en est toute une série qui s'acheminent vers leur dixième année. M. Séguillon estime qu'il n'est donc pas prématuré de dresser leur bilan et d'en déduire un jugement. Présenté en termes quantitatifs, le bilan est modeste: le nombre des étudiants qui ont suivi jusqu'ici l'enseignement de l'ensemble de ces établissements ne dépasse pas 1500. Mais le nombre importe peu, en tout cas beaucoup moins que la qualité de ces étudiants, dont la plupart sont capables d'exercer dans leur pays, au lendemain de leurs études, une action de rayonnement. Du succès croissant que connaissent ces instituts qui ne sont pourtant directement orientés vers aucune formation professionnelle — leur objet et leur méthode étant donnés par la seule recherche de la collaboration internationale — le Professeur Séguillon conclut: 1) que l'élite de la jeunesse de nos pays est consciente de la nécessité d'une meilleure compréhension des peuples; 2) que les instituts d'études européennes répondent parfaitement à cette aspiration (ce qui n'implique du reste nullement qu'ils ne sont pas perfectibles). En définitive, ces instituts «produisent» cette espèce d'hommes dont nous manquons le plus et dont M. Hirsch, Président de l'Euratom, dit qu'ils doivent être «capables de comprendre les incidences sur nos modes de vie, d'une part, de la création de cette communauté nouvelle qu'est l'Europe et d'autre part, des implications du développement scientifique et technique».

Divers

Création d'une école européenne des dirigeants d'entreprises

Le 9 octobre a été inaugurée à Fontainebleau la première école européenne d'administration des affaires, créée à l'initiative de la Chambre de Commerce de Paris avec la participation financière et technique des grandes entreprises européennes et l'appui de l'Agence Européenne de Productivité de l'O.E.C.E.

Le directeur français des études est M. Olivier Giscard d'Estaing. L'école compte, dans sa première promotion, une soixantaine d'élèves venus des pays de l'O.E.C.E. et sortant soit de l'université, soit d'écoles d'ingénieurs ou encore d'écoles d'enseignement supérieur économique ou commercial. Le corps enseignant est constitué de professeurs et dirigeants d'entreprises de nationalités diverses et comprend notamment deux professeurs américains de l'A.E.P.

Signature de l'accord Euratom-Canada

Le 7 octobre les accords de coopération entre l'Euratom et le Canada ont été signés à Bruxelles.

Politiquement, l'accord vient compléter les conventions similaires conclues entre l'Euratom les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

Les relations entre l'Euratom et la Suède

Le Gouvernement suédois a décidé d'établir des relations officielles avec la Communauté

La Ligue Européenne de Coopération Economique tiendra sa IVème Conférence Internationale à Bruxelles, les 20, 21, et 22 octobre 1960 sur le thème :

- Nouvelles étapes vers l'unité économique de l'Europe

européenne de l'Energie Atomique.

Le 8 octobre, M. Hirsch Président de la Commission de l'Euratom a reçu le baron Karl-Gustav Lagerfelt qui lui a remis la lettre l'accréditant en qualité d'ambassadeur auprès de la Communauté.

Coordination des politiques de l'énergie

La Haute Autorité va proposer une coordination des politiques de l'énergie en Europe.

Le 12 octobre, la Haute Autorité de la C.E.C.A. soumettra aux ministres des Affaires économiques des pays de la C.E.E. réunis à Bruxelles en Conseil, des propositions en vue d'une coordination des politiques énergétiques entre les six. Ces propositions qui concernent entre autres la création d'organes particulièrement intéressés dans les problèmes actuels de l'énergie dans l'économie européenne, ont été examinés lors d'une réunion conjointe des trois exécutifs européens le 9 octobre, à Bruxelles.

bulletin européen

Fondateur CONSTANTIN DRAGAN, Directeur responsable : GIORGIO DEL VECCHIO
 Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME
 Tél. 672.578

ABBONNEMENTS

Italie Lires 2000 | Etranger . . . Dollars 3,—
 ABBONNEMENTS D'HONNEUR - 5000 | ABBONNEMENT D'HONNEUR „ 10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Edité par l'Agence de Presse Radio Europe
 Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/21/951

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

R O M E

Fondé en 1950 par CONSTANTIN DRAGAN

ont collaboré...

Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, B. von ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKI, Jacques de JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, J. N. MANZATTI, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, Francis DE MIOMANDRE, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUSKAS RAMUNAS, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE-LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.